



LA MINORITE ASIATIQUE OUIGHOURE A LA CROISEE DES CHEMINS

Ou l'extinction programmée du rêve pan-touranien

**Mémoire de géopolitique
du Commandant Gilles BESANÇON
dans le cadre du séminaire « Asie Centrale »**

Directeur : Arnaud KALIKA

Mars 2006

FICHE DOCUMENTAIRE

1. Minorité ouïghoure en Asie : Crise identitaire et instrumentalisation
2. 2006_memoire_geop_minorite ouïghoure_Besançon
3. Commandant, armée de l'air, BESANÇON Gilles, France
4. Mars 2006
5. Division B – groupe B1
6. Mémoire de géopolitique
7. Majoritairement implantée dans la province chinoise du Xinjiang, la population musulmane turcophone ouïghoure subit depuis des décennies la colonisation intérieure Han. Isolée autant que méconnue de la communauté internationale, cette minorité est vouée à terme à diluer sa culture, ou à se radicaliser sous l'influence de l'Islam fondamentaliste. Le sursaut religieux ne représente pourtant qu'une cristallisation des nombreuses frustrations de la population. La Chine, après avoir largement instrumentalisé le mouvement indépendantiste, devra en premier lieu agir contre le sous-développement de la minorité ouïghoure si elle veut espérer éviter sa radicalisation.
8. Islam, Xinjiang, Turcophone, Minorité.

LA MINORITE ASIATIQUE OÛGHOURE A LA CROISEE DES CHEMINS

SOMMAIRE

PREMIÈRE PARTIE : ACCENTUATION DU CARACTERE MINORITAIRE OUIGHOUR

Un poids démographique en baisse

La soumission comme déterminant historique

Le mal-être ouïghour

DEUXIÈME PARTIE : UNE MINORITE AU CŒUR D'ENJEUX STRATEGIQUES

Enjeux de sécurité interne chinois

Enjeux économiques régionaux

Enjeux de politique internationale

TROISIEME PARTIE : DES PERSPECTIVES FERMEES

A la recherche d'un projet politique viable

La diaspora en quête d'appui

De l'instrumentation à la radicalisation

Avant propos

Les premiers Ouïghours chassés de Mongolie vers les oasis du Turkestan ont reconstitué un empire du IX au XIIème siècle. L'identité originelle et originale de ce qui devint un pôle culturel majeur d'Asie Centrale disparut en partie à partir XIIIème siècle, avec leur dénomination Ouïghour, en raison de l'islamisation de la région. Le vocable ne refit surface qu'en 1924, lors du congrès des nationalités de Tachkent, pour définir les populations sédentaires turco islamiques du bassin du Tarim. Confirmée en 1949 par la République Populaire de Chine (RPC), une région autonome ouïghoure vit finalement le jour en 1955.

Peuplé majoritairement d'Ouïghours, le Xinjiang appelé aussi Turkestan Oriental ou région autonome des Ouïghours du Xinjiang, constitue après l'Ouzbékistan le second foyer de peuplement turcophone musulman en Asie centrale.

La région s'étend entre la Mongolie, la Russie, les ex-républiques soviétiques d'Asie Centrale, l'Afghanistan, le sous-continent indien et le Tibet. Les Ouïghours occupent actuellement la Kachgarie, le Nord et le Sud du désert du Takla-Makan jusqu'à Tourfan et Urumchi. Les Ouïghours sont des musulmans sunnites, de rite hanéfite.

Le présent mémoire traitera de la problématique ouïghoure sur l'ensemble de son territoire d'implantation, en Asie centrale et en Chine, ainsi que de sa diaspora exilée.

« L'empire russe a éclaté. La Chine suivra. Nous y travaillons. »

Achir Vahidi, leader de l'Organisation de Libération de l'Ouïghouristan

« Si moins de 1 millions de Tchétchènes ont réussi à battre 140 millions de Russes, les Ouïghours peuvent gagner contre 1 milliard de Chinois. »

Yousoupbek Moukhliissi, leader du Front National Révolutionnaire Ouïghour

« Toutes les nationalités sont égales en droit en RPC. L'Etat garantit les droits et les intérêts légitimes des minorités nationales, maintient et développe les rapports entre les nationalités selon le principe de l'égalité, de la solidarité et de l'entraide. Toute discrimination et oppression à l'égard d'une nationalité, tout acte visant à saper l'unité des nationalités et toute activité séparatiste sont à proscrire. »

Constitution chinoise

Repères historiques

- 740-840 après JC : migration du peuple ouïghour des steppes du Nord Ouest de Mongolie vers la Chine, suite à la destruction de son empire par les Kirghizes.
- VIIIème siècle : turcisation de la population, mêlée à la population indo européenne locale, initialement bouddhiste ou chrétienne nestorienne
- 930-1540 : l'ethnie ouïghoure constitue l'élite des oasis du Turkestan
- XIVème siècle : domination sous l'empire turco-mongol administré par Tamerlan
- XVème siècle : conversion à l'Islam
- XVIIIème siècle : domination par la dynastie Qing
- XIXème siècle : Grand Jeu entre l'Empire Britannique et la Russie
- XIXème siècle : passage des Ouïghours sous influence russe (vallée du Ferghana et de l'Illy)
- 1884 : création de la province chinoise du Xinjiang
- Années 20 : découpage des nouvelles frontières en Asie Centrale
- Années 20-30 : purges et collectivisation russes, mouvement migratoire vers la Chine
- 1931 et 1949 : émergence éphémère de la République Islamique du Turkestan Oriental
- 1949 : officialisation par le parti communiste chinois de l'ethnonyme *ouïghour* pour définir la minorité turcophone musulmane de la région du Turkestan
- 1960 : détérioration des relations sino-russes, mouvement migratoire vers le Kazakhstan
- 1989 : implantation de mosquées et de collèges musulmans en Asie Centrale
- 1989 : participation de jeunes Ouïghours aux manifestations de Tienanmen
- 1990 : émeutes au Xinjiang
- Juillet 1996 : accords entre Pékin et Almaty pour juguler l'activisme séparatiste ouïghour
- 1997 : émeutes et attentats au Xinjiang à l'occasion du retour de Hong Kong à la Chine, répression chinoise
- 4 Juillet 2002 : accord Shell/Petrochina pour la construction d'un pipeline de 4000 km reliant le Xinjiang à Shanghai
- Mai 2005 : émeutes à Andijan

INTRODUCTION

Le peuple ouïghour, majoritairement implanté au Xinjiang, constitue après l'implosion de l'URSS le dernier des grands peuples d'Asie Centrale encore assujetti. En révolte chronique depuis deux siècles, restés culturellement étrangers au monde Han, ils sont confrontés depuis 1960 à une politique systématique de colonisation, qu'expliquent en partie les ressources en pétrole et minerais de leur sous-sol.

Depuis les années 1990, une nouvelle vigueur a marqué les formes d'opposition, attirant une répression féroce du régime chinois, relayé par ses nouveaux alliés dans la région tel que le Kazakhstan. Il semble bien que le nationalisme ouïghour ait atteint un stade de maturité inédit, et que se soit opérée une synthèse de la mémoire valorisant une tradition étatique passée, héritage d'un lointain empire médiéval. Paradoxe de l'histoire, c'était le bouddhisme manichéen traditionnel qui servait alors de rempart contre la menace de l'islamisation ; c'est désormais l'Islam qui constitue l'étendard de ralliement contre la colonisation Han.

Pour autant, s'il est vrai que depuis près de 25 ans des libertés nouvelles se sont développées en Asie Centrale et en Chine, le peuple ouïghour se retrouve à la croisée de chemins stratégiques le dépassant largement. Profondément divisés par l'histoire complexe des rapports de forces de grandes puissances dans la région, dispersés entre de nombreux Etats, en partie exilés hors d'Asie Centrale, les Ouïghours peinent véritablement à faire émerger une forme de nationalisme authentique qui ne soit pas instrumentalisée.

Pour s'en convaincre, il conviendra dans un premier temps de constater à quel point le caractère minoritaire de cette population a été accentué au fil de son histoire. L'analyse de la place stratégique qu'occupe leur territoire d'implantation montrera par ailleurs que la confrontation d'enjeux majeurs qui y prend place empêche la minorité de peser véritablement sur son destin. C'est à partir de ces éléments que l'on pourra enfin avancer l'idée que l'avenir du nationalisme ouïghour ne présente à ce jour que des perspectives fermées.

1. PREMIÈRE PARTIE : ACCENTUATION DU CARACTERE MINORITAIRE OUIGHOUR

Les Ouïghours doivent réaliser la synthèse d'une situation politico-démographique paradoxale : le principal centre de pression démographique est situé en Chine et en Asie Centrale¹, tandis que le centre de l'expression politique est dilué hors de la zone de peuplement. Ce grand écart limite l'aboutissement d'un nationalisme authentique, uni et efficace.

1.1. Un poids démographique en baisse

Rapport de forces des populations au Xinjiang

La population ouïghoure du Xinjiang (littéralement « nouveau territoire » en chinois), n'a cessé de s'accroître depuis le début du XXème siècle. Elle a été multipliée par près de 2,5 en cinquante ans², passant de 3,3 millions en 1949 à 8,5 millions en 2000, preuve de la vigueur démographique et de l'effet relatif de la politique de limitation des naissances en Chine, où la minorité a droit à un enfant de plus que l'ethnie Han. Pour autant, cet accroissement n'a pas signifié le renforcement du rapport de forces initial favorable aux Ouïghours, qui représentaient en 1949 75% de la population. En 2000, ils ne représentaient plus que 46% de la population du Xinjiang. C'est à ce titre que l'on peut parler d'une colonisation systématique de la province par les Hans, datant en fait de l'entrée de l'armée populaire communiste au Xinjiang. La population Han est passée de 290 000 à plus de 7 millions dans la même période, d'après les chiffres du recensement officiel.

La réalité des chiffres est difficile à mesurer compte tenu des réticences des populations, notamment musulmanes, à accepter et respecter la politique de limitation des naissances. Il est probable que les Ouïghours soient plus nombreux, sans pour autant être en mesure d'inverser désormais le rapport de forces. Selon les estimations du *Central Asia Minority Rights Group International* (1997), les Ouïghours du Xinjiang seraient environ 10 millions, et 9 millions selon le site *minorites.org*.

La promesse faite aux Ouïghours par Mao Zedong, avant son accession à la tête du pouvoir, d'accorder le droit à l'autodétermination a été niée, de façon d'autant plus flagrante que leur proportion commençait à basculer à partir des années 60, où ils passaient sous la barre des 50%.

Dilution du peuple ouïghour en Asie Centrale

Les Ouïghours n'ont jamais constitué une majorité ethnique dans aucun des états d'Asie Centrale. Au gré de l'histoire, et surtout de l'évolution des relations sino-soviétiques, les

¹ Voir carte de présentation générale du Xinjiang, annexe 4

² Cf tableau en annexe 1

populations ont traversé la frontière chinoise dans les deux sens dans la première moitié du XXème siècle.

La minorité la plus nombreuse vit au Kazakhstan (185 000 personnes selon le recensement de 1989, 250 000 selon les associations ouïghoures), viennent ensuite celle d'Ouzbékistan (36 000), du Kirghizstan (30 000), et du Turkménistan (5 000). Ce peuplement est le fruit de plusieurs vagues d'émigration : l'épilogue de la rébellion menée par le chef musulman Yacoub Beg contre la dynastie mandchoue au XIXème siècle, la fin des républiques éphémères du Turkestan en 1931 et 1949, et la crise sino-soviétique de 1961 (événements de Kouldja).

Le cas de l'Ouzbékistan est particulier, compte tenu de la proximité des liens culturels entre les populations, musulmanes et turcophones. Il existe une réelle « ouzbékisation » des Ouïghours : dans la vallée du Ferghana plus particulièrement, vivaient 800 000 Ouïghours au milieu du XIXème siècle, il n'en « restait » officiellement que 57 000 au début du XXème siècle... En réalité, les Ouïghours se nomment souvent eux-mêmes Ouzbeks. La langue ouïghoure, turcique et altaïque est proche de l'ouzbek ; les soviétiques ont contribué dans les années 20 à unifier cette langue par l'apport d'éléments ouzbeks, ce qui a d'ailleurs contribué autant à doper le nationalisme ouïghour qu'à en diluer le particularisme. En définitive, la dilution de l'ethnie ouïghoure est donc patente et ne constitue d'ailleurs plus vraiment un groupe ethnique à part entière dans cette république.

En conséquence, le réel particularisme ouïghour ne subsiste qu'au Kirghizstan et surtout au Kazakhstan, où un intérêt important a été préservé à la culture, aux arts et à la science ouïghoure sous l'ère soviétique. En revanche, la fermeture de la frontière chinoise dans les années 60 a isolé la communauté du Xinjiang, qui s'est repliée sur elle-même.

Au bilan, en Asie centrale, même si 500 000 à 1 million d'Ouïghours³ vivent hors de leur « patrie », ils n'en constituent pas pour autant une force démographique de premier ordre au vue de leur dispersion, et encore moins une force politique unie.

Foyers de peuplement hors Asie Centrale : la diaspora ouïghoure

La diaspora expatriée hors de Chine et d'Asie Centrale constitue le troisième élément de l'équation démographique et politique ouïghoure.

La plus importante communauté vit en Turquie (10 000 personnes). A l'origine, elle provient des migrations en provenance de camps de réfugiés localisés en Inde et au Pakistan. Le chef charismatique Isa Yusuf Alptekin avait négocié dans les années 60 l'accueil des Ouïghours sur le sol turc, au prix d'un rapprochement de sa ligne politique avec le panturquisme.

La Turquie est longtemps restée le centre des filières de l'émigration ouïghoure à travers le monde. Les familles qui se sont implantées hors de Turquie se sont adossées sur les foyers de peuplement turc expatriés. On retrouve par le fait des communautés ouïghoures en Allemagne, en Arabie Saoudite, en Australie, aux Etats-Unis.

La diaspora a été rapidement coupée de sa patrie, et mêlée au peuplement turc, ce qui en a altéré son particularisme. Ne bénéficiant pas d'un leader aussi charismatique que le Dalai

³ Source : *Belgium Independent Media Center*, Internet

Lama, le combat indépendantiste ouïghour n'a pas bénéficié d'une tribune internationale aussi large que celui des Tibétains. Par ailleurs, si l'activisme de la diaspora n'a jamais réellement cessé, sa marge de manœuvre au sein des états hôtes est devenue étroite au fil des années. La Turquie, qui a longtemps fourni un soutien actif aux thèses ouïghoures, a récemment entravé un activisme trop visible, afin de développer un partenariat économique avec Pékin. L'Arabie Saoudite semble toutefois avoir pris le relais, au prix d'une instrumentalisation du mouvement derrière un étendard islamiste.

1.2. La soumission comme déterminant historique

Les Ouïghours dans le jeu des grandes puissances

Les Ouïghours se sont implantés sur un territoire tampon que les grandes puissances se sont disputées pendant longtemps. Au cœur d'enjeux de puissance colossaux, l'indépendance d'un Ouïghouristan n'a été effective que de façon très éphémère, et à chaque fois instrumentalisée.

La première expérience indépendantiste date de 1865, lorsque Yacoub Beg mène une révolte en Kashgarie, et parvient grâce au soutien panturc à établir un émirat islamique⁴, qui sera reconquis à Constantinople. La reconquête chinoise fut toutefois rapide (1878).

La République Islamique du Turkestan Oriental, proclamée en 1931, a été mise en place sur la base d'une coalition de Djadidistes (réformistes musulmans ouverts sur le monde) et de conservateurs. Cette république est rapidement renversée en 1934 par l'URSS, qui souhaitait bénéficier d'intérêts commerciaux dans la région. Le rôle de l'URSS est primordial dans cette période, car la politique de catégorisation des nationalités qu'elle mène va aboutir à une scission profonde des voies politiques retenues par les élites ouïghoures. La réapparition de l'ethnonyme *ouïghour* réapparaît en effet après 500 ans d'absence, au congrès de Tachkent. L'Union Soviétique souffle ainsi le chaud et le froid de façon à diviser les ethnies pour mieux contrôler l'Asie Centrale et ses zones tampon. La coupure entre nationalistes procommunistes et panturquistes « de droite », combattus par Moscou, date de cette époque.

La sinisation des marges occidentales chinoises

En novembre 1945, l'émergence d'une nouvelle république du Turkestan Oriental (RTO) est orchestrée depuis Moscou, par le biais de nationalistes basés en Asie Centrale soviétique. En réalité, l'URSS se sert de la RTO pour pactiser avec les nationalistes chinois, mais comprend parallèlement qu'une indépendance réelle de la province pourrait déborder sur ses républiques d'Asie Centrale ; dans le tumulte, les Ouïghours réussissent à être intégrés dans la structure politique dirigeante, mais dès 1949, les communistes chinois finissent par recouvrer le pouvoir et comprennent qu'il sera nécessaire pour eux de verrouiller le territoire complètement pour le contrôler.

En plus de la chape de plomb qui va s'étendre pendant près de cinquante ans sur la zone, c'est donc le clivage profond entre nationalistes laïques proches de l'URSS (Nord Xinjiang et

⁴ Cf carte en annexe 5

diaspora d'Asie Centrale) et les pan-turquistes djadidistes et islamiques (bassin du Tarim et exilés hors d'Asie Centrale) qui freinera toute nouvelle émergence du nationalisme ouïghour⁵.

Dans les années 50 et 60, l'activisme ne disparaîtra pas, mais la Chine purgera les éléments nationalistes pan-turquistes, et instrumentalisera les nationalistes communistes. Plusieurs mouvements de rébellion ou de guérilla seront réprimés sévèrement. Le diplomate britannique Teichman en poste en Chine en 1935 jugeait les perspectives ouïghoures avec beaucoup de cynisme, avant même la prise de pouvoir communiste :

« Strange that the Chinese should for so many centuries have ruled, and should still rule, this distant alien race ! Unlike Mongolia and Tibet, which have racial and cultural affinities with China, Turkistan seems to have no connection with the Middle Kingdom. But **the Turkis are a patient, contented and submissive people, made to be ruled by others.** (...) I soon learned to recognize the voice (of Turkis) of a **subject race** »⁶.

La politique de peuplement menée par le régime chinois a de fait assujéti cette minorité, plus qu'aucun autre régime, mais de façon indirecte. La colonisation interne Han a en effet procédé selon le mode opératoire suivant :

- occupation communiste du territoire, appelée « libération pacifique » ;
- intégration par l'immigration ;
- catégorisation des minorités ethniques ;
- réécriture de l'histoire.

Une répression féroce a suivi le regain d'activisme nationaliste des années 1990 ; en 1996, 5000 fonctionnaires ouïghours ont été limogés pour séparatisme. La voie d'un séparatisme autochtone construite sur des bases politiques reconnues a donc peu de chances de succès⁷.

Pour autant, le développement économique est réel dans la région autonome des Ouïghours du Xinjiang, mais il se concentre sur les zones d'implantation Han. Des écoles sont ouvertes, mais en langue mandarine : beaucoup d'Ouïghours sont contraints de choisir l'éducation chinoise pour faire progresser les enfants, car les écoles de proximité ouïghoures offrent moins de débouchés. Le phénomène de stratification socioprofessionnelle se développe progressivement dès lors que les Ouïghours quittent en majorité l'école entre le collège et le lycée⁸ ; le déclassement des Ouïghours s'opère de cette façon. Le sous-emploi conduit à d'autres conséquences graves sur la jeunesse : drogue, SIDA, criminalité⁹.

⁵ Cf Rémy CASTETS, *Opposition politique, nationalisme et Islam chez les Ouïghours du Xinjiang*, ETUDES DU CERi, Octobre 2004, page 15

⁶ GARDEN Bovingdon, *The not so silent majority : Uighur resistance to the Han rule in Xinjiang*, MODERN CHINA, Janvier 2002, page 41

⁷ Voir Rémy Castets, *Le mal être des Ouïghours du Xinjiang*, PERSPECTIVES CHINOISES, Août-Septembre 2003.

⁸ Cf tableaux relatifs à la scolarisation et aux qualifications des Ouïghours, annexe 2

⁹ Cf HAIDER Saïd, *Sino Pakistan relations and Xinjiang's Uighur : politics, trade ; Islam along the Karaoram highway*, ASIAN SURVEY, Juillet-Août 2005, page 523

Au bilan, les Ouïghours sont progressivement dépossédés de leur territoire, et sont soumis à une colonisation interne, source d'un important mal-être de la population.

1.3. Le mal-être ouïghour

Identité

L'identité ouïghoure est délicate à définir. L'ethnonyme en lui-même est issu de l'instrumentalisation des nationalités voulue par l'Union Soviétique au début du siècle, alors qu'il avait disparu depuis 500 ans. De même, la langue a été unifiée dans la même période par les soviétiques. Il est donc délicat pour les Ouïghours eux-mêmes de définir un point de genèse historique tel qu'un exode massif de populations ou une grande bataille victorieuse. Les références sont donc diffuses et polyculturelles. Il faut prendre en compte la configuration géographique particulière de leurs régions d'implantation pour identifier le cœur de leur identité. Peuple des oasis touraniennes, non reliées entre elles et empruntes de fortes identités claniques et régionales, les Ouïghours aiment à s'identifier avant tout à leur terre (Tourpanliks de Tourfan, Kachgarliks de Kachgar, etc...), car ce sont des agriculteurs à l'origine, contrairement aux autres peuplades du Xinjiang, plutôt nomades et pastorales¹⁰. Cette tradition de vie ancestrale provoque un premier clivage entre Ouïghours.

S'agissant de la religion, les Ouïghours, turcisés puis islamisés sont aujourd'hui dans leur grande majorité sunnite de rite hanéfite soufi. Le poids de la tradition est encore le plus fort, même si dans la jeunesse ouïghoure commence à apparaître une radicalisation vers le wahhabisme. Cette nouvelle dynamique est l'effet de l'ouverture progressive de l'Asie Centrale en premier lieu vers le Pakistan, l'Afghanistan, et l'Arabie Saoudite (pèlerinage à La Mecque), et par effet corollaire du Xinjiang. Il serait exagéré de croire que les thèses radicalistes ont pris racine au Xinjiang comme le présentent les autorités chinoises, qui utilisent par ailleurs la présence des musulmans Hui pour démontrer que toutes les religions sont respectées en Chine. Cette communauté mêlée avec l'ethnie Han, place d'ailleurs la Chine au 12ème rang des pays musulmans (avec 20 millions de pratiquants). L'Islam officiel des Hui est présenté comme une vitrine à l'étranger vis-à-vis des pays musulmans. Le clivage Hui/Ouïghour est quant à lui accentué et instrumentalisé de façon à garder un levier d'action préventif contre l'émergence d'un islam uni¹¹.

Le fondamentalisme apparu au Xinjiang résulte au fond d'un manque de soutien international au mouvement indépendantiste, qui place les Islamistes dans une position favorable.

¹⁰ Cf carte ethnique du Xinjiang, annexe 6

¹¹ Cf Thierry KELLNER, *La Chine et les républiques d'Asie Centrale : de la défiance au partenariat*

Frustration

La situation est d'autant plus favorable pour l'extrémisme que la population ouïghoure a été particulièrement frustrée, après la relative ouverture dont elle a bénéficié à la fin des années 80 en Chine, sous le régime de Deng Xiao Ping, et au début des années 90 à la chute de l'URSS en Asie Centrale. A cette période, des mouvements étudiants se développent à Urumchi, revendiquant la réelle autonomie de la province et une plus grande prise en compte des minorités. Le coran est traduit en ouïghour, des écoles et des mosquées sont ouvertes. Au Kazakhstan, les Ouïghours bénéficient de médias indépendants jusqu'en 1994-1995.

Compte tenu de l'échelle prise par les mouvements étudiants, la Chine écrase dès 1989 le nouvel activisme (plusieurs étudiants ouïghours se sont distingués à Tienanmen : Dlokun Isa, Uerkesh Daolet). En dépit de la répression de ce nouveau souffle donné à la contestation ouïghoure, le paroxysme est atteint en 1997 (émeutes de Yinning Ghuldja, attentats à la bombe). A cette date, les *mäshräp* (système de socialisation traditionnel ouïghour, redynamisé en vue de renforcer la résistance aux Hans) sont interdites, le PC local est épuré afin de ne garder que des éléments dans la ligne du parti central, les activités religieuses jugées illégales sont condamnées, les opposants sont fichés ou arrêtés. Une succession de campagnes chinoises (appelées officiellement « frapper fort », « campagne générale contre le terrorisme », « campagne contre le séparatisme ») ont lieu entre 1999 et 2001 ; elles aboutissent à plusieurs milliers d'arrestations, et condamnations à mort, peines dont les Ouïghours payent statistiquement le plus lourd tribut au regard de leur place dans la population.

Le Kazakhstan, qui s'est rapproché de la Chine, supprime l'Institut de la Civilisation Ouïghoure en 1996, arrête les émissions télévisées en langue ouïghoure (programme nommé *Alatau* officiellement stoppé faute de budget), et assimile la population ouïghoure locale aux terroristes tchéchènes. A son retour d'Allemagne où elle avait fustigé la Chine et le Kazakhstan pour leur atteinte aux droits de l'homme, l'avocate Gulnur Dzhanalova est arrêtée en octobre 1999. Dans le principal foyer de peuplement ouïghour en Asie Centrale, la population se retrouve ainsi stigmatisée.

Parallèlement, le recul du communisme, qui malgré tout avait tissé un filet social donnant quelques avantages aux minorités, signifie l'apparition du secteur privé et le retrait de l'Etat. Au Xinjiang en particulier, la minorité ouïghoure sera la grande perdante des dividendes de la libéralisation par rapport aux Hans qui font prospérer le commerce.

Acculturation

Les Ouïghours se sentent dépossédés de leur territoire au Xinjiang, de leurs moyens d'expression en Asie Centrale, et au fur et à mesure, subissent un phénomène d'acculturation, d'autant plus accentué que des liens nouveaux et apaisés se tissent entre les ex-républiques soviétiques et Pékin.

Les Ouïghours, culturellement et géographiquement plus ouverts sur l'Asie Centrale, voient leur avenir se jouer définitivement en Chine. Ce qui leur devient de plus en plus inacceptable, c'est que leur destin ne se décide même plus à Urumchi, mais bien à Pékin :

- les Ouïghours sentent qu'ils deviennent des citoyens de seconde zone en Chine comme en Asie Centrale ;
- le discours communiste n'étant plus viable, c'est un discours nationaliste qui a pris le relais, plus particulièrement en Chine ; autour de l'unicité et de l'éternité de la Chine et de ses frontières c'est l'histoire qui est réécrite à leur détriment¹² ;
- en dépit du discours officiel chinois reconnaissant les minorités (au nombre de 55 en Chine, bénéficiant d'avantages en terme de représentations politiques, de natalité, et de facilités d'accès à l'université), les leviers du pouvoir sont au PC et peu de postes d'influence sont octroyés aux Ouïghours : en 1997, 60% de la population du Xinjiang étaient ouïghours pour 37% de représentants au PC régional ;
- les dividendes économiques ne sont pas redistribués ;
- la politique de limitation des naissances ne se préoccupe pas des préceptes de la religion musulmane.

En l'absence de débat ouvert sur place, la véritable confrontation des idées et des libertés de parole se fera donc dans la diaspora. La base ne peut être consultée, elle reste seule pour agir sur place. Faute de porte de sortie honorable ou acceptable, tous les ingrédients du mal être ouïghour constituent donc une bombe à retardement nourrissant la radicalisation.

L'Islam radical est dans ce contexte davantage une source de ralliement pour mener un combat qu'une véritable conviction culturelle. Il est amené à se développer encore si les nouvelles puissances régionales ignorent la minorité dans leur gestion des enjeux. Or ces enjeux sont particulièrement importants dans la région, car la manière dont ils seront gérés engagera la Chine et l'Asie Centrale.

¹² Cf Rémy CASTETS, *Opposition politique, nationalisme et Islam chez les Ouïghours du Xinjiang*, ETUDES DU CERi, Octobre 2004, page 6 : impact du livre blanc publié par le Bureau d'Information du Conseil des Affaires d'Etat

2. DEUXIÈME PARTIE: UNE MINORITE AU CŒUR D'ENJEUX STRATEGIQUES

L'Asie centrale post-soviétique en recomposition porte de nouveaux germes de liberté pour les nationalités. Toutefois, les régimes mis en place au début des années 1990 éprouvent un fort besoin de stabilité dans le cadre de l'héritage de conflits territoriaux anciens laissés par l'Union Soviétique. Les autorités limitent la démocratisation, qui pourrait aboutir à leur éviction du pouvoir. De façon symétrique, la Chine a besoin d'un Xinjiang stabilisé pour s'ouvrir une porte terrestre vers l'Ouest. Le peuple ouïghour émietté sur plusieurs Etats n'est plus en situation de force compte tenu des enjeux de puissance régionaux. La volonté institutionnelle de stabilité de la région tampon limite in fine la marge de manœuvre d'une hypothétique autonomie ouïghoure.

2.1. Enjeux de sécurité interne chinois

La place des Ouïghours dans l'affermissement de l'Etat Nation chinois

La Chine a changé de discours officiel pour faire survivre son régime. Le communisme ne convainc plus avec la montée en puissance de la libéralisation des échanges, et la montée du secteur commercial et industriel privé. Le nationalisme chinois se renouvelle, et établit comme un héritage éternel et inaliénable l'intangibilité des frontières, plaçant Taiwan, le Tibet, Hongkong, Macao, et le Xinjiang dans la même problématique. La confirmation de l'Etat Nation chinois sur la base d'un territoire sanctuarisé instrumentalise tout débat sur l'autonomie du Xinjiang en général, et des Ouïghours en particulier ; parler d'indépendance revient donc à nier l'autorité et la légitimité du régime et de la Chine, qui veut à tout prix éviter une balkanisation de ses marges occidentales.

L'arrivée de l'armée communiste chinoise au Xinjiang en 1949 a marqué de fait le début d'une présence permanente de l'ethnie Han, et la volonté de sécuriser le territoire directement. Auparavant, la domination chinoise se faisait de façon indirecte, via des alliances avec les Khans locaux, sans qu'une sinisation effective ne soit envisagée. Décidés à peser de façon durable sur des populations peu sûres, car traditionnellement et culturellement plus proches de l'Asie Centrale que de la Chine, les Hans se sont progressivement assurés de détenir tous les leviers de la maîtrise de la région. La domination démographique marque la première étape d'un processus jugé vital pour le régime.

Au delà de l'enjeu lié à l'unité nationale, la région a pris une dimension stratégique particulière depuis les premiers essais nucléaires chinois en 1964. On dénombre une trentaine d'essais réalisés entre 1964 et 1985 dans la région de Lop Nor. Même si le Xinjiang représente une surface trois fois supérieure à la France pour 19 millions d'habitants, les retombées ont vraisemblablement atteint des populations locales sans protection particulière. Le régime est d'ailleurs accusé tant par la minorité ouïghoure que par les Etats voisins, tels que le Kazakhstan, d'autoriser les essais atmosphériques quand les vents dominants poussent les retombées vers l'Ouest. Tant que la Chine ne signera pas le traité d'interdiction des essais

d'une part et ne disposera pas d'une armée modernisée d'autre part, elle continuera de placer la dissuasion au cœur de son dispositif de défense ; des efforts sont d'ailleurs réalisés en vue d'améliorer la furtivité des ogives, compte tenu du programme américain de défense anti-missile. On ne peut donc envisager dans un futur proche une éventuelle atténuation du caractère stratégique de la région, qui fait face à l'implantation de nouvelles bases américaines en Asie Centrale.

La sécurité des marges occidentales

Enfin, la région autonome des Ouïghours du Xinjiang ne jouxte pas moins de 8 frontières : Mongolie, Russie, Kazakhstan, Tadjikistan, Kirghizstan, Afghanistan, Pakistan et Inde. Des conflits territoriaux existent encore. Certains sont en cours de règlement définitif, comme avec le Kazakhstan, d'autres ne sont pas encore réglés (Tadjikistan et Kirghizstan). Toute agitation nationaliste dans cette région est sévèrement réprimée de façon à ne pas laisser s'instaurer une porosité des frontières qui ne soit pas maîtrisée. Les années 90 avaient vu l'ouverture de la route de Karakoram avec le Pakistan. Cette ouverture ayant coïncidé avec la montée en puissance des madrasas en Afghanistan et au Pakistan¹³, les idées nouvelles des prédicateurs ont inmanquablement accompagné les marchandises échangées avec le Pakistan... Les Ouïghours ont notamment pu s'entraîner dans des camps en Afghanistan, certains se sont engagés dans l'armée du général Doustom. Les échanges aux frontières ont également conduit à faire exploser le volume de drogue entrant au Xinjiang. Le poids que prend le trafic de la drogue et sa place dans le commerce des Etats voisins constituent une menace croissante au Xinjiang ; la population la plus touchée est précisément celle qui est progressivement écartée des dividendes de la croissance chinoise. Les Ouïghours constituent une population fragilisée, qui relaie ce fléau dans l'ouest chinois.

Mesurant l'ampleur du mouvement, la Chine a fermé la route de Karakoram pendant deux ans, entre 1994 et 1996. Prenant conscience de la pression qu'elle exerçait sur sa minorité, elle comprit que toute ouverture laissée aux Ouïghours serait immédiatement exploitée à son détriment. Initialement bienveillante vis-à-vis du régime taliban¹⁴ pour soutenir l'allié pakistanais, la Chine a changé de politique entre 1999 et 2001 afin de maîtriser les conséquences de l'Islam radical sur son sol. Le régime chinois fait tout pour éviter d'avoir à gérer une équation explosive, si une trop grande autonomie du Xinjiang aboutissait à un deuxième système politique dans l'état chinois¹⁵.

La diaspora expatriée n'est quant à elle pas assez nombreuse pour peser financièrement sur les enjeux économiques régionaux. Quelques Ouïghours disposent d'une fortune acquise via leur entreprise, notamment en Arabie Saoudite et en Turquie. Les fonds peuvent agir pour soutenir

¹³ HAIDER Ziad, *Sino Pakistan relations and Xinjiang's Uighur : politics, trade ; Islam along the Karaoram highway*, ASIAN SURVEY, Juillet-Août 2005, page 529

¹⁴ Accords sur la fourniture d'équipement de télécommunications avec les entreprises chinoises Huawei Technology et ZTE

¹⁵ Cf Klara KHAFIZOVA, *Separatism in China's Xinjiang Uighur autonomous Region*, CENTRAL ASIA AND THE CAUCASUS, Février 2003, page 14

l'activisme nationaliste mais ne sauraient constituer un levier déterminant par rapport au poids des investissements étatiques réalisés en Asie Centrale et dans l'Ouest chinois.

2.2. Enjeux économiques régionaux

« La conquête de l'ouest »

La Chine considère toute action d'autonomie des Ouïghours au Xinjiang comme un frein à son développement économique global. En effet, le Grand Ouest est devenu depuis quelques années le nouvel eldorado économique. Le Xinjiang, qui est plus facile d'accès depuis l'Asie Centrale que depuis la plaine centrale chinoise, représente pourtant un défi technique pour la Chine. Depuis peu, la Région Autonome des Ouïghours du Xinjiang, autrefois dépourvue d'industrie et parmi les plus pauvres des provinces du Grand Ouest, dispose du PIB par habitant le plus fort de la zone¹⁶. Au cours de la période 1978-2000 elle a eu un taux de croissance supérieur à la moyenne chinoise. Elle figure désormais au 12^{ème} rang des 31 unités administratives infra étatiques chinoises, en matière de PIB par habitant. Ce résultat est le fruit de la nouvelle politique lancée dans les années 90 « stabilizing the Eastern areas and developing the West »¹⁷, qui vise à développer l'industrie chimique lourde, le forage pétrolier et l'exploitation des minerais. Les champs de Karamai ont ainsi le 4^{ème} meilleur rendement en Chine depuis 1993. Près de 20% des réserves de gaz chinoises sont au Xinjiang, de même que 115 des 147 minéraux présents en Chine. Les gisements de Turfan sont en pleine expansion ; on estime à 8 milliards de tonnes les réserves du bassin du Tarim¹⁸. Au total, ce sont 50% des besoins de l'Est qui seront couverts par l'Ouest chinois.

Le processus mis en place par Pékin pour développer la région a pourtant mis délibérément de côté les Ouïghours, car il s'est basé sur la colonisation Han. Sur le terrain, la colonisation prend la forme de « corps de production et de protection » (les Bingtuan), qui constituent un outil du pouvoir central non inféodé au pouvoir régional. Les paysans soldats démobilisés à la fin de la guerre civile se sont implantés dans les zones riches et le long des axes de communication au Nord ; ils constituent le cœur de ce système, qui maintenant se développe au Sud, en zone à majorité ouïghoure. Les Bingtuan ont disparu partout ailleurs en Chine depuis les années 80 sur les zones frontalières, sauf au Xinjiang, ce qui marque le particularisme de la région. Au total, près de 2,5 millions de personnes sont inscrites dans ces corps, composés à 90% de Hans, soit le tiers des Hans du Xinjiang.

¹⁶ Cf tableau en annexe 3

¹⁷ Cf Klara KHAFIZOVA, *Separatism in China's Xinjiang Uighur autonomous Region, CENTRAL ASIA AND THE CAUCASUS*, Février 2003

¹⁸ Cf carte relative aux infrastructures du Xinjiang, annexe 7

Rayonnement en Asie Centrale

La région du Xinjiang étant naturellement plus ouverte sur l'Asie Centrale, l'impact de son développement industriel s'étend de fait vers les Etats de l'Ouest. L'augmentation des échanges permet à la Chine d'y trouver de nouveaux débouchés, et inversement le développement du Xinjiang dope par capillarité le développement de l'Asie Centrale. Le réalisme économique reprend le dessus sur la confrontation de discours idéalistes qui ont caractérisé les relations sino-soviétiques. Sur la base de relations « gagnant/gagnant¹⁹ », l'Asie Centrale peut enfin se désenclaver vers l'Est et le marché du Pacifique, actuellement le plus dynamique au monde. Parallèlement, l'empire du milieu aboutit progressivement à son apogée en reliant les deux mondes indo-européen et pacifique, via la réactivation et la modernisation des routes terrestres ancestrales de la soie. Débarrassée de la menace nucléaire qui était présente au Kazakhstan sous l'ère soviétique, il ne « reste » plus à la Chine qu'à museler tout ce qui pourrait nuire à la stabilité des échanges : la sécurité de la région est donc le gage du succès économique. Les régimes actuellement en place en Asie Centrale ont eux aussi compris qu'un activisme ouïghour non maîtrisé nuirait à leur désenclavement, qui leur permet par ailleurs de s'émanciper davantage de Moscou. Le Kazakhstan en particulier a tout à y gagner : puissance montante de la région, il lui est nécessaire de sortir de la dépendance de l'Iran ou de la Russie pour exporter son pétrole. Le projet sino-kazakh de construction d'un pipeline nécessite une situation stabilisée. Dans ce contexte, le régime du Kazakhstan lâche progressivement le traditionnel soutien aux associations ouïghoures présentes sur son territoire, afin d'éviter qu'elles ne constituent la base arrière du nationalisme ouïghour en Chine.

2.3. Enjeux de politique internationale

L'effet du 11 septembre 2001

Les pays d'Asie Centrale et le Xinjiang, en tant que foyers de peuplement musulman géographiquement proches de l'Afghanistan et du Pakistan, ont fait plus ou moins écho à l'expansion de l'Islam des prédicateurs radicaux. L'impact sur le Xinjiang est resté circonscrit dans la mesure où le rapport démographique devient défavorable aux populations musulmanes d'une part, et également en raison de la politique chinoise ne reconnaissant que l'Islam officiel traditionnel. Mais compte tenu des nombreux partis islamistes qui se développent en dehors des frontières de cette province, la politique chinoise a adapté son discours, initialement orienté vers l'intérieur, afin de lui donner une perspective globale. D'une politique initiale purement anti-séparatiste, elle est passée à une politique de lutte contre le terrorisme international, prenant le vent de l'histoire (américaine) en marche : la « war against terror » made in China répond au départ à un besoin de stabilité interne. L'habillage qui en est fait répond effectivement à la nébuleuse terroriste internationale, composée de groupes isolés sans forcément d'objectif commun, mais en réalité, le combat des nationalistes ouïghours n'a jamais

¹⁹ Cf Thierry KELLNER, La Chine et les républiques d'Asie Centrale : de la défiance au partenariat

été soutenu par Al Qaeda, qui ne s'est pas exprimé sur le mouvement dans aucun des enregistrements diffusés par ses canaux habituels (Internet, Al Djezirah).

On peut à ce titre parler d'un effet post 11 septembre dans la lutte contre le nationalisme ouïghour. L'assimilation du nationalisme ouïghour au terrorisme international date en effet de cet événement, et a abouti en décembre 2003 à la publication officielle d'une liste de quatre organisations ouïghoures jugées « terroristes » :

- le Mouvement Islamique du Turkestan Oriental ;
- l'Organisation de Libération du Turkestan ;
- le Congrès Mondial de la Jeunesse Ouïghoure (dirigé par Dilxat Raxit et basé en Allemagne) ;
- Le Centre d'Information du Turkestan Oriental.

L'émergence de ces organisations est pourtant bien antérieure aux événements du 11 septembre 2001. C'est l'Ouïghour Yusuf Zeydin qui en est à l'origine, surfant sur le mécontentement des jeunes du Sud Xinjiang en créant clandestinement le Parti Islamique du Turkestan Oriental (PITO). Inspiré sans doute par les succès afghans contre les soviétiques, le lancement d'une insurrection au sud de Kashgar en 1990, dans la région de Barin, marque le début d'insurrections de plus en plus violentes. Les événements d'Urumchi le 25 février 1997 (attentats à la bombe sur des lignes de bus à l'occasion des funérailles de Deng Xiao Ping), qui firent 9 morts et 74 blessés, marqueront à la fois le sommet de l'activisme ouïghour et son écrasement. En effet, la Chine adopte à cette époque des mesures internes draconiennes et s'appuie sur le Groupe de Shanghai pour juguler l'activisme sur ses bases arrière en Asie Centrale. Ce n'est que quatre ans plus tard que la Chine a qualifié le mouvement ouïghour de terroriste international.

La force du groupe de Shanghai

Ce groupe créé en 1996, devenu en 2001 l'organisation de coopération de Shanghai, regroupe la Chine, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, la Russie, le Kazakhstan, et le Kirghizstan. Son objectif initial²⁰ était l'apaisement des tensions aux frontières chinoises, apparues avec l'indépendance des nouvelles républiques d'Asie Centrale. Sous l'impulsion de la Chine, le principal enjeu est devenu la lutte contre le séparatisme, le terrorisme, et le fondamentalisme islamique. Preuve en est le bilan des activités de l'organisation :

- autorisation de principe pour des extraditions de ressortissants (Amnesty International a dénoncé l'extradition sommaire d'Ouïghours kazakhs vers la Chine sans qu'on leur propose le droit d'asile, en violation de la convention de Genève signée en 1999 par le Kazakhstan) ;
- création d'un centre anti-terroriste à Bichkek au Kirghizstan (résolution du 5 juillet 2000) ;
- intensification de la coopération policière, des services secrets et des armées ;
- interdiction de diverses organisations ouïghoures au Pakistan, au Népal, et en Afghanistan.

²⁰ Cf Thierry KELLNER, La Chine et les républiques d'Asie Centrale : de la défiance au partenariat

La Chine a donc pu trouver une tribune et une audience internationale dans l'organisation de Shanghai. Les populations ouïghoures d'Asie Centrale se trouvent prises sous des feux croisés, et fustigées comme terroristes dès qu'un activisme trop visible émerge. A contrario, la diaspora ouïghoure expatriée hors de Chine et d'Asie Centrale n'a quant à elle pas encore réussi la synthèse de ses courants, mais surtout n'est pas parvenue à se positionner sur le plan international médiatique comme une victime telle que le Tibet. Celui-ci a pu s'approprier le soutien international grâce à une image pacifique, portée par un leader charismatique vu comme un « Grand Sage ». Là encore, l'effet du 11 septembre a porté : en affublant, même de façon arbitraire, le qualificatif d'islamiste au mouvement ouïghour, l'inconscient collectif de la communauté internationale a opéré un raccourci, et n'attache que peu d'importance aux causes de fond du mécontentement ouïghour.

Les enjeux diplomatiques et économiques internationaux placent donc le nationalisme ouïghour, délibérément instrumentalisé par Pékin, dans une position marginale. Réprimé sévèrement en Chine, comparé au mouvement tchéchène dans les ex-républiques d'Asie Centrale, le mouvement ouïghour ne bénéficie pas non plus du soutien américain. Il semblerait toutefois que les Etats-Unis ne suivent pas complètement le régime chinois, qui tend à considérer toutes les organisations ouïghoures comme terroristes. D'une façon générale, il reste que la communauté internationale adopte une position prudente sur le problème Chine/Ouïghours, comme elle le fait sur le problème Russie/Tchéchènes. Il semblerait que le réalisme l'emporte pour l'instant sur les considérations des droits de l'homme, compte tenu des aspects pragmatiques d'accès aux marchés ou aux ressources.

Les Ouïghours se trouvent en conséquence de plus en plus isolés, où qu'ils soient implantés. Le nationalisme ouïghour étant muselé au Xinjiang, l'espace de liberté qui était laissé hors de cette province à la communauté ouïghoure expatriée en Asie Centrale devient de plus en plus restreint en raison de la place que lui a donné la Chine sur la scène internationale via l'organisation de Shanghai.

Au vu des enjeux régionaux, et du poids que prend la Chine dans les échanges avec l'Asie Centrale, l'avenir du peuple ouïghour dépendra donc essentiellement de l'évolution des rapports entre centre et périphérie en Chine. Une montée en puissance du grand Ouest chinois qui marginaliserait les Ouïghours est un pari risqué pour l'avenir. En tout état de cause, les Ouïghours d'Asie sont progressivement privés de leviers d'action pacifiques pour orienter leur destin.

On mesure mieux désormais cette parole de Mao Zedong :

« La Chine occupe un vaste territoire, riche en ressources et fortement peuplé ; mais alors que la nationalité Han représente la plus grande population, ce sont les minorités qui disposent du plus grand territoire et de ses richesses ».

3. TROISIEME PARTIE : DES PERSPECTIVES INCERTAINES

Perdant progressivement l'avantage démographique au Xinjiang et le soutien des communautés implantées en Asie Centrale, les Ouïghours ne disposent plus d'espace de liberté suffisant pour exprimer de façon pacifique leur mécontentement. Leur diaspora exilée, éclatée géographiquement et politiquement, doit désormais trouver sa place dans le concert des relations internationales car elle constitue à court et moyen terme l'unique moyen de la communauté de faire vivre et connaître son particularisme, à défaut d'autonomie.

3.1. A la recherche d'un projet politique viable

Les obstacles à franchir

Le projet politique ouïghour ne peut à l'évidence se préparer au Xinjiang ou en Asie Centrale compte tenu des contraintes qui pèsent sur la vie politique. Le rôle joué par la diaspora est donc particulièrement déterminant. Seule la communauté exilée peut présenter une alternative réaliste à la dilution de la culture ouïghoure, qui puisse être présentée voire soutenue par la communauté internationale. La viabilité de ce projet repose sur des conditions qui ne sont pas encore remplies par la communauté ouïghoure expatriée²¹ :

- l'adoption d'un discours unifié, basé sur un consensus politique ;
- la légitimité d'un porte parole ;
- une stratégie d'action ;
- la présence d'alliés fidèles.

Force est de constater que le discours politique ne présente pas clairement une ligne de référence mais des courants issus de fractures très anciennes. Il y a de forts clivages politiques dans le mouvement issus de l'histoire de l'indépendance manquée du Turkestan oriental. Intimement lié à l'histoire de la Chine, le destin des leaders politiques ouïghours ne s'est pas sublimé autour du projet d'indépendance, mais s'est fractionné selon les alliances de circonstance faites avec les chinois nationalistes ou avec les communistes, qui à l'époque cherchaient des alliés pour prendre le pouvoir :

- Isa Yusuf Alptekin s'était associé aux nationalistes pendant l'indépendance du Turkestan en 1944, et a dû quitter le pays après l'arrivée des communistes ;
- d'autres dirigeants engagés dans la République de 1944 ont été maintenus par Mao : Ashir Vahidi actuellement leader d'une association ouïghoure du Kazakhstan était le dirigeant des jeunes communistes du Xinjiang ;
- les leaders qui voulaient monter dans la hiérarchie en Asie Centrale soviétique devaient quant à eux être loyaux avec le kremlin ;

²¹ Cf BESSON Frédérique Jeanne, *Les Ouïghours hors du Turkestan oriental : de l'exil à la formation d'une diaspora*, CEMOTI n°25

- d'autres encore, après avoir fait fructifier des entreprises commerciales transnationales, ont acquis une réputation dans leur communauté, sans toutefois réussir à établir un consensus par manque de profondeur politique.

Quel leader pour l'avenir ?

Erkin Alptekin, fils d'Isa Yusuf Alptekin, a été soutenu par les Etats-Unis par l'intermédiaire de Radio Liberty, une station ouverte en Allemagne au profit des minorités. Ayant acquis par ce biais une stature internationale, bénéficiant de l'aura de son père, ami du Dalai Lama, il apparaît comme un leader potentiel du mouvement diasporique. Pour être reconnu comme tel par une population ouïghoure séparée en trois pôles très différenciés (Chine, Asie Centrale et diaspora exilée), il devra toutefois réussir à réaliser la synthèse de la mosaïque des particularismes. Attachée à son histoire et à sa patrie originelle, la communauté avait trouvé en Isa Yusuf Alptekin une personnalité dont l'engagement personnel retraçait finalement le destin de son peuple. Engagé politiquement dans les premières républiques indépendantes du Turkestan du début du siècle, cet homme avait par la suite œuvré auprès de la Turquie et du Haut Commissariat aux Réfugiés pour négocier le transfert des Ouïghours fuyant la Chine des années 60 par l'Inde et le Pakistan. Ce lien avec l'engagement politique initial dans le mouvement patriotique ainsi qu'avec la communauté exilée lui a permis de bénéficier du soutien de l'ensemble de la population jusqu'à sa mort en 1995, même s'il dût aménager son discours nationaliste avec les idées du nationalisme turc et du panturquisme. Son décès, conjugué au changement de la politique turque qui s'est progressivement désolidarisée du sort des Ouïghours pour se rapprocher de la Chine, marque la fin d'une époque marquée par le retour au réalisme politique de la politique extérieure turque.

Il est donc difficile aujourd'hui d'identifier avec certitude l'homme qui pourrait reprendre le flambeau. Au-delà de la personnalité d'un homme, il est également crucial de prendre en considération la marge de manœuvre dont il pourrait disposer en fonction de la politique de son pays d'accueil. Il apparaît clairement que le rapprochement des pays d'Asie Centrale avec la Chine n'en laissera aucune ; il faut donc chercher un leader dans le monde occidental, ou dans les pays du Proche et du Moyen Orient.

Quelle stratégie pour l'avenir ?

Le soutien d'Etats puissants est un gage de succès pour la légitimité de la diaspora ouïghoure. Si l'on compare la portée du mouvement diasporique ouïghour à celui d'autres peuples sans état officiel, comme les Palestiniens ou les Tibétains, on prend conscience du chemin qui lui reste à parcourir. Néanmoins, quelques points se dégagent des actions des principaux leaders :

- la première préoccupation consistant à éviter l'oubli de la minorité, l'activité de lobbying au sein des instances internationales (ONU, ONG) se développe ;
- la recherche de soutien auprès de puissances qui comptent face à la Chine, afin de rompre l'isolement international ;

- la qualité du discours, qui veut sortir le mouvement de sa connotation trop islamiste, en favorisant la connaissance de la culture ouïghoure ;
- enfin la recherche constante de la sublimation du grand écart qui existe entre les populations soumises à la pression chinoise et centrasiatique, et la diaspora : l'une ne disposera bientôt plus que de la violence pour s'exprimer, tandis que l'autre devra donner du mouvement une image acceptable pour les Occidentaux²².

3.2. La diaspora en quête d'appui

L'héritage de l'Histoire

Structurellement, la diaspora ne dispose pas d'une base monolithique. Fruit d'une histoire marquée par des mouvements migratoires successifs mais de faible ampleur relative, la diaspora implantée hors d'Asie ne représente qu'une faible partie de l'ensemble des Ouïghours expatriés. En effet, sur une population estimée à 1 million hors de Chine, environ 85% sont implantés en Asie Centrale. En conséquence, compte tenu des pressions qui s'y exercent, la diaspora « active » au sens des relations internationales ne représente que 15% des expatriés et 3% de la population totale.

Disséminée entre la Turquie, l'Allemagne, le Pakistan, l'Inde, l'Arabie Saoudite, l'Australie et les Etats-Unis, cette minorité active aura d'autant plus de difficultés à rassembler la communauté sur un projet commun que cinquante ans de guerre froide ont provoqué un accroissement des particularismes ; le fait d'épouser le système communiste pour peser sur la vie politique et rentrer dans la caste des apparatchiks a discrédité depuis les années 90 bon nombre de dirigeants ouïghours. Outre les césures politiques anciennes, de grandes disparités culturelles se sont développées entre la communauté d'Asie Centrale, celle de Chine et celles qui se sont exilées :

- en Asie Centrale : adoption de l'alphabet cyrillique, perte d'homogénéité depuis l'émergence des républiques post soviétiques ;
- en Chine : retour à l'alphabet arabe depuis les années 80, mais très fort isolement, l'apprentissage du mandarin est obligatoire pour faire des études supérieures ;
- communauté exilée : alphabet latin, occidentalisation relative, discontinuum géographique avec le reste de la minorité, accès au développement socio-économique.

Le rapprochement des hommes et des idées sera donc difficile mais des échanges croissants se cristallisent d'abord autour des axes historiques issus des filières d'émigration (axes Kayseri/Riyad ou Istanbul/Munich), puis grâce au développement des communications (mondialisation de l'économie, accès à Internet).

L'héritage est donc délicat à gérer. La difficulté est d'autant plus grande, qu'il s'agit pour les futurs leaders ouïghours de réaliser, hors du territoire de la « patrie », la synthèse de particularismes multiples au sein de leur communauté, et de relever le défi d'en présenter un

²² Le manque de visibilité de la communauté internationale tient aussi de la profusion des associations et partis ouïghours : voir récapitulatif en annexe 8

aspect compréhensible aux yeux de la communauté internationale. A une époque où le jugement de l'opinion est largement influencé par l'événementiel, ce grand écart nécessite la clairvoyance d'un homme d'Etat exceptionnel.

La diaspora dispose néanmoins d'atouts qu'elle ne manquera pas d'utiliser de façon accrue à l'avenir :

- la réappropriation de son histoire par la diffusion de documents interdits en Chine (ce fut le cas de l'ouvrage de l'écrivain Tursun Almas intitulé *Uigurlar* republié en diverses langues russe, ouïghour, et arabe) ;
- la diffusion d'informations sur Internet depuis l'Allemagne ou par *l'USA Uygur network* ;
- l'échange croissant de connaissances et d'idées lors des pèlerinages à la Mecque.

Isolement

L'émiettement culturel, qui nuit au projet d'intégration politique, est accentué par l'isolement de la communauté depuis les années 90. L'histoire chaotique des Ouïghours a rendu complexe la recomposition des trois foyers culturels (Xinjiang, Asie Centrale et diaspora). La structure même de la société ouïghoure se caractérise donc par l'isolement interne de ces différentes composantes. Ce paradigme s'applique également à la place de la communauté dans le concert des relations internationales. Dès lors, le mouvement diasporique peinera à trouver en Asie Centrale ou en Chine une base avant pour de futures actions.

Le Kazakhstan en premier lieu, en cherchant à établir les bases d'un Etat Nation et s'affranchir de la tutelle russe, se rapproche progressivement de Pékin. Cet Etat, riche en ressources pétrolières mais très fragile car sans armée, et avec une population kazakhe représentant seulement 50% de sa démographie (33% slave), redoute l'activisme ouïghour qui pourrait le déstabiliser. En juin 2000, la cour suprême a imposé un règlement imposant la présence de la police à toute réunion non gouvernementale (étaient visées : l'Union de la Jeunesse Ouïghoure, et le Centre National Ouïghour du Kazakhstan). La « kazakhisation » en cours, en excluant les Ouïghours des élites, en les menaçant d'expulsion au Xinjiang, et en favorisant à l'inverse le retour des Kazakhs expatriés, prive la diaspora de tout appui sur son sol.

Les Ouïghours du Kirghizstan ont été intégrés pendant longtemps à l'élite politique locale, ce qui a valorisé le développement d'une identité propre²³. Pourtant la diaspora aura là aussi des difficultés à rebondir car les accords sino kirghizes signés en 1996 ont abouti à la suspension de plusieurs mouvements (*Ittipak cultural center*, *Uighur freedom organization*). Pour répondre à la méfiance chinoise, les autorités kirghizes accroissent désormais le contrôle aux frontières.

L'Ouzbékistan, appliquant une politique d'opportunité avec la Chine, et ne souhaitant pas le renforcement de la présence américaine en Asie Centrale, tend à s'affranchir de toute responsabilité sur l'avenir des Ouïghours, dont ils sont pourtant culturellement proches. Seule l'arrivée de nouvelles élites au pouvoir pourrait changer la donne. Il est probable que des activistes ouïghours radicaux ont établi des liens avec le Hizb-Ut Tahrir ouzbek, mouvement

²³ Cf Central Asia Survey, 1997

dawatiste, au même titre qu'ils l'ont fait avec d'autres partis appariés, au Pakistan notamment. Toutefois, cela ne relève pas d'un mouvement de fond de la population. En réprimant dans le sang les émeutes d'Andijan, le gouvernement a aussi fermé toute expression, même pacifique, du nationalisme ouïghour.

La Turquie enfin offre un soutien contrasté à la diaspora. Côté gouvernement, la raison d'Etat prime sur le soutien traditionnel aux peuples turcophones : sachant que la Chine peut à tout moment décider de développer des liens avec le mouvement nationaliste kurde, la Turquie préfère être pragmatique et se concentrer sur ses liens commerciaux. En septembre 2000, Hu Jintao, en visite en Turquie, a demandé officiellement son soutien contre « le séparatisme, le terrorisme, l'extrémisme religieux et le crime organisé » ; en parallèle, les importations chinoises en Turquie devraient être multipliées par 10...A l'inverse, l'opinion publique reste quant à elle largement favorable à l'émancipation ouïghoure.

3.3. De l'instrumentalisation à la radicalisation

Vulnérabilité de la communauté ouïghoure à l'instrumentalisation

L'instrumentalisation du mouvement ouïghour est favorisée par la difficulté à dégager un projet politique et à fédérer l'action d'une diaspora en quête d'audience. Cette manipulation est polymorphe car elle s'applique tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du Xinjiang.

Hors du principal foyer de peuplement ouïghour, les fonds des associations ne sont pas suffisants pour mettre en rapport les moyens et les ambitions. Il y a même une grande facilité à manipuler les associations par les pays d'accueil. Le principal pourvoyeur est actuellement l'Arabie Saoudite, qui a pu par ce biais s'opposer à l'intronisation du fils d'Isa Yusuf Alptekin en 1996. Au-delà, le manque de moyens provient également du fait de l'absence d'une communauté nombreuse dans les pays les plus riches de la planète (sur le million d'expatriés, 850 000 vivent en Asie Centrale, et quelques centaines en Allemagne, en Australie, et aux Etats Unis).

Au Xinjiang, la Chine exploite à fond le ressort de la lutte contre le terrorisme international pour stigmatiser l'aspect précisément terroriste du mouvement indépendantiste²⁴. Paradoxalement, nombre de pays occidentaux évitent soigneusement de prendre clairement position sur le nationalisme ouïghour, dans le but de garder un levier d'action dans le cadre des relations avec la Chine, qu'il convient de ménager. De façon très cynique, les Occidentaux jugent visiblement qu'il serait regrettable de fournir aux Ouïghours une tribune libre au moment où la Chine devient un acteur international majeur au plan commercial et sécuritaire.

L'agitation de la carte ouïghoure joue donc dans des camps différents en fonction de l'effet politique recherché. En réalité cette particularité repose sur le fait que le mouvement n'a pas encore basculé dans le fait religieux, contrairement à ce que le régime chinois veut laisser entendre. Si la religion prend définitivement le pas sur le caractère nationaliste, alors le jeu de

²⁴ Cf Klara KHAFIZOVA, *Separatism in China's Xinjiang Uighur autonomous Region*, CENTRAL ASIA AND THE CAUCASUS, Février 2003

l'instrumentalisation prendra une autre dimension, beaucoup moins maîtrisable. En effet, le mouvement pourrait bien alors glisser vers une radicalisation qui sera infiniment plus complexe à gérer pour la Chine.

Islam radical : mythes et réalités

La marge de manœuvre politique se réduit dès que le fondamentalisme religieux devient la principale source d'agitation et de revendication. Mais la minorité ouïghoure ne présente pas encore, malgré les apparences et l'image que veut donner le régime du mouvement, ce caractère fondamentaliste.

Même s'il est indiscutable que l'Islam se développe depuis une vingtaine d'années (construction de mosquées et d'écoles musulmanes), il n'en reste pas moins que les thèses fondamentalistes ne correspondent pas aux mœurs d'une population encore ancrée dans l'Islam traditionnel, marqué par les rites ethniques et confrériques. Deux éléments majeurs décideront certainement de la place qui sera effectivement accordée à la religion à moyen terme : la place des Ouïghours dans le tissu social et politique chinois et l'évolution des régimes politiques des ex républiques d'Asie Centrale. En effet, si les Ouïghours n'ont plus aucune perspective en Chine que celle de devenir définitivement des citoyens de seconde zone, et que les Occidentaux continuent à leur refuser un soutien, il est probable que les fondamentalistes religieux finissent par exploiter l'exaspération de la population. Le retour à la moralité prônée par les Dawatistes qui ont profité de l'ouverture de la frontière sino pakistanaise pourrait bien offrir le seul recours d'une population consciente de la déchéance d'une partie de sa jeunesse qui s'enfonce dans la drogue et les trafics. L'intégration politique de l'Islam dans les pays indépendants voisins du Xinjiang pourrait également inviter les Ouïghours à se laisser guider par les radicalistes religieux. Cette option paraît toutefois moins probable, même s'il n'est pas exclu que des formes d'intégration politique de l'Islam apparaissent un jour dans les ex républiques soviétiques, sous des formes très différenciées comme en Egypte ou en Iran. Il faudra pour cela attendre l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants.

Une analyse objective de l'implication des Ouïghours dans la dynamique islamiste internationale est difficile à mener compte tenu du manque de données et du manque de fiabilité des sources disponibles. Même les Etats-Unis, après avoir accepté de classer certaines organisations ouïghoures sur leur liste noire (le MITO en particulier²⁵), sont revenus en arrière. Le bilan des opérations de contre terrorisme en Afghanistan montre, en dépit des différences d'appréciation, la faible participation des Ouïghours²⁶. Selon les autorités chinoises, environ un millier d'entre eux s'y seraient impliqués : 300 auraient été capturés par les soldats américains, 600 auraient fui au Pakistan, et 110 seraient retournés en Chine où ils sont emprisonnés. D'autres chiffres font état de 2000 à 3000 engagés contre l'alliance du Nord²⁷. Les sources

²⁵ D'après le site minorités.org, Internet, Décembre 2003

²⁶ Rémy CASTETS, Opposition politique, nationalisme et Islam chez les Ouïghours du Xinjiang, ETUDES DU CERi, Octobre 2004, page 36

²⁷ Cf KELLNER Thierry, *La chine, les Talibans et le Xinjiang*

occidentales parlent de 200 à 300 personnes, et le régime en place à Kaboul parle quant à lui de seulement 20 Ouïghours prisonniers, tandis que l'on recenserait une vingtaine de prisonniers à Guantanamo, que les Américains ne considèrent pas adhérer au MITO par ailleurs. En réalité le MITO a certainement établi des liens avec les groupes taliban en Afghanistan, mais son leader Ismail Kadir a été rapidement arrêté en juillet 2002 en compagnie d'Hasan Makhsun, tué en octobre 2003 avec l'aide des pakistanais au Sud Waziristan ; là encore le régime chinois a instrumentalisé l'implication ouïghoure en maintenant Makhsun sur la liste des terroristes plus de deux mois après sa mort...

L'islamisation du mouvement de contestation ouïghour en est donc à ses débuts. Elle donne en fait une occasion pour les jeunes d'exprimer de façon plus engagée leur volonté²⁸. L'engagement dans les camps en Afghanistan, dans l'armée de Doustom, ou dans le parti pakistanais Djamaat-al-Islami plutôt que dans les associations de lobbying est une tendance qu'il conviendra de prendre en compte à l'avenir même si elle apparaît limitée aujourd'hui. Ce renouveau de l'Islam est de surcroît de nature à diviser les diasporas, allemande d'une part (anti communiste et anti islamiste, jouant une alliance avec le Tibet) et saoudienne d'autre part (d'inspiration wahhabite). Par ailleurs, la radicalisation éloignera encore davantage les communautés musulmanes ouïghoures du second foyer musulman chinois (les Hui), avec lequel toute alliance paraît de plus en plus hypothétique.

En tout état de cause, la Chine continuera certainement à présenter sa minorité Hui (composée de chinois musulmans mieux intégrés) comme la vitrine de la laïcité du régime, de même qu'en subventionnant un Islam officiel²⁹, elle dispose d'un levier d'action non négligeable sur les communautés musulmanes.

²⁸ Cf BESSON Frédérique Jeanne, *Les Ouïghours hors du Turkestan oriental : de l'exil à la formation d'une diaspora*, CEMOTI n°25

²⁹ Cf VICZIANY Marika, *State responses to Islamic terrorism in western China and their impact on South Asia*, CONTEMPORARY SOUTH ASIA, Juin 2003, page 253

CONCLUSION

Qui aurait en définitive intérêt aujourd'hui à cautionner un redécoupage des frontières dans la région du Xinjiang ?

La Chine et ses voisins les plus proches se sont délibérément engagés à étouffer la voix ouïghoure.

La communauté internationale ferme les yeux par peur de ne plus pouvoir s'accrocher au train de la croissance chinoise.

La diaspora ouïghoure expatriée quant à elle peine à réaliser la nécessaire synthèse politique et culturelle d'une minorité dont l'identité relève surtout d'un particularisme régional.

Instrumentalisée en Chine comme un mouvement terroriste, privée d'une audience bienveillante en Occident, dépourvue de leader charismatique, la minorité ouïghoure semble défendre une cause perdue. Parvenue à préserver son particularisme à travers les siècles, notamment grâce à son isolement au cœur des oasis touraniennes, c'est finalement la puissance du déferlement démographique Han qui semble amorcer son déclin.

Le renouveau de l'Islam en Asie Centrale qui redonne vigueur au mouvement indépendantiste, pourrait bien quant à lui l'enfermer dans une spirale de radicalisation, en raison de l'instrumentalisation menée par le régime chinois au nom de la lutte contre le terrorisme islamique.

Le peuple ouïghour s'établit ainsi aujourd'hui à la croisée des chemins de la future grande puissance mondiale. Or la Chine sait que sa puissance commerciale ne sera viable que si sa stabilité intérieure est garantie. L'aboutissement de l'indépendance ouïghoure constitue au même titre que l'indépendance de Taiwan ou du Tibet un obstacle majeur.

Pour comprendre l'attitude chinoise adoptée face aux Ouïghours, sans toutefois y souscrire, il nous faut prendre conscience que le séparatisme ouïghour est perçu en Chine comme une atteinte à ce que nous appellerions en France des intérêts vitaux.

TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE.....	P3
AVANT PROPOS.....	P4
REPERES HISTORIQUES.....	P5
INTRODUCTION.....	P6
PREMIÈRE PARTIE : accentuation du caractère minoritaire ouïghour.....	P7
I.1 Un poids démographique en baisse.....	P8
I.2 La soumission comme déterminant historique.....	P9
I.3 Le mal-être ouïghour.....	P11
DEUXIÈME PARTIE: une minorité au cœur d'enjeux stratégiques.....	P14
II.1 Enjeux de sécurité interne chinois.....	P14
II.2 Enjeux économiques régionaux.....	P16
II.3 Enjeux de politique internationale.....	P17
TROISIEME PARTIE : des perspectives fermées.....	P20
III.1 A la recherche d'un projet politique viable.....	P20
III.2 La diaspora en quête d'appui.....	P22
III.3 De l'instrumentation à la radicalisation	P24
CONCLUSION.....	P27
ANNEXES.....	P29
BIBLIOGRAPHIE.....	P38

ANNEXES

ANNEXE 1

Evolution démographique des principales nationalités au Xinjiang entre 1949 et 2000

	Population totale (en milliers de personnes)	Ouïghours (pourcentage de la population totale)	Hans (pourcentage de la population totale)	Kazakhs (pourcentage de la population totale)	Hui (pourcentage de la population totale)
1949	4330	3291 (75%)	291 (6,7%)	443 (10,2%)	122 (2,8%)
1964	7440	4020 (54%)	2440 (32,8%)	501 (6,7%)	271 (3,6%)
1982	13082	5950 (45,4%)	5287 (40,4%)	904 (6,9%)	571 (4,3%)
1990	15291	7249 (47,4%)	5746 (37,5%)	1161 (7,4%)	688 (4,5%)
2000	18494	8523 (46%)	7250 (39,2%)	1318 (7,1%)	844 (4,5%)

Source : Etudes du CERI, n°110, octobre 2004

Fenjin de Sishi nian 1949 1989 / Xinjinag Fenci, Urumchi, Zhongguo tongji chubanshe, 1989, page 332 / 2002 Xinjiang tongji nianjian (annuaire statistique du Xinjiang), Pékin, Zhongguo tongji chubanshe, 2002, page 107

ANNEXE 2

Part des minorités nationales dans les effectifs totaux scolarisés au Xinjiang en 2000

Part des minorités nationales dans la population totale du Xinjiang en 2001	60,4%
Primaire	68%
Collège	65%
Lycée	45,9%
Université	43,2%

*Source : Etudes du CERI n°110 octobre 2004
2002 Xinjiang tongji nianjian pages 612-613*

Différences de qualification entre la main d'œuvre Han et non-Han au Xinjiang en 1990

	Hommes		Femmes	
	Hans	Minorités	Hans	Minorités
Post secondaire	7,03%	3,25%	4,42%	1,53%
Lycée	24,94%	12,76%	26,46%	11,05%
Collège	48,25%	25,63%	41,19%	19,83%
Primaire	16,51%	42,96%	18,86%	48,21%
Illettrés	3,28%	15,39%	9,06%	19,38%

*Source : Etudes du CERI n°110 octobre 2004
Compilation des résultats du recensement de 1990*

ANNEXE 3

Produit intérieur brut par habitant dans les principales unités administratives infra régionales du Xinjiang en Rmb en 2000

Nom et statut de l'unité administrative	Pourcentage de la population ouïghoure dans l'unité administrative	Pourcentage de la population Han dans l'unité administrative	PIB par habitant en Rmb
Karamay (municipalité)	13,6%	77,9%	43 926
Urumchi (municipalité)	12,8%	73,2%	16 493
Turfan (préfecture)	69,6%	23,5%	12 831
Shihezi (municipalité)	1,2%	94,6%	9 738
Changji (préfecture autonome)	4%	74,8%	8 399
Qomul (préfecture)	18,4%	68,7%	7 351
Yining (Ghuldja, préfecture autonome)	15,9%	44,9%	5 344
Aksu (préfecture)	74,9%	25%	4 939
Kachgar (préfecture)	89,2%	9,1%	2 411
Khotan (préfecture)	96,7%	3%	1 843
Moyenne provinciale	46%	39,2%	7 913
Moyenne chinoise			7 543

*Source : Etudes du CERI, n°110, octobre 2004
2002 Xinjiang tongji nianjian, pages 106, 110-115, 713, 715 / 2002 Zhongguo tongji nianjian, page 51*

ANNEXE 4

Carte Géographie générale

ANNEXE 5

Carte émirat Yacoub Beg

Carte ethnies

ANNEXE 7

Carte pétrole

ANNEXE 8

Liste des partis

(Voir FOGDEN Scott, *Writing insecurity: the PCR's push to modernize China and the politics of Uighur identity*, ISSUES AND STUDIES – Institute of international relations, Septembre 2003, page 62)

En Asie Centrale

Organisation pour la libération de l'Ouïghouristan

Dirigé par Hashir Wahidi, ancien chef des jeunesses communistes du Xinjiang, réfugié au Kazakhstan ; organisation éclatée en deux branches au milieu des années 1990

Front national uni révolutionnaire du Turkestan Oriental

Dirigé par Yusupbeg Mukhlissi au Kazakhstan, ce parti a été instrumentalisé par le KGB pour montrer du mouvement un visage violent

Organisation régionale des peuples ouïghours

Dirigé par Kharhiman Gojamberdie au Kazakhstan, ce parti a dû limiter son activité

Ittipak : Union des Ouïghours du Kirghizstan

Dirigé par Nigmat Bazakov puis Rozimet Abdulkakiev

Comité des droits de l'homme de Bichkek

Dirigé par Tursun Islam

En Turquie

Mouvements fondés par Isa Yusuf Alptekin

Association des émigrés du Turkestan Oriental - 1961

Fondation du Turkestan Oriental - 1984

Association d'entraide au Turkestan Oriental - 1989

En Occident

Union du Turkestan Oriental en Europe

Créée en 1990 par Erkin Alptekin à Munich

Union mondiale des jeunesses ouïghoures

Créée en 1996 à Munich, suite au mouvement de solidarité des peuples turcophones

Congrès national du Turkestan Oriental

Créé en 1999, ne parvient pas à s'accorder avec l'UMJO avant 2004, sous l'impulsion d'Erkin Alptekin

Congrès mondial ouïghour 2004 présidé par Erkin Alptekin

Le CMO est classé comme terroriste par la Chine.

Association turkestanaisse australienne - 1992

Association ouïghoure américaine - 1992

En Chine

Sous toute réserve, car de toute façon clandestins ou dissous de fait :

Parti réformiste islamique du Turkestan Oriental

Parti islamique démocratique du Turkestan Oriental

Parti d'Allah du Turkestan Oriental islamique

Mouvement islamique du Turkestan Oriental

BIBLIOGRAPHIE

ARTICLES DE REVUES EN FRANÇAIS

- De St EXUPERY Patrick, *Ouïghours : un combat perdu d'avance*, POLITIQUE INTERNATIONALE, Printemps 1997.
- KELLNER Thierry, *La chine, les Talibans et le Xinjiang*, Internet.
- CASTETS Rémy, *Le mal être des Ouïghours du Xinjiang*, PERSPECTIVES CHINOISES, Août-Septembre 2003.
- CASTETS Rémy, *Opposition politique, nationalisme et Islam chez les Ouïghours du Xinjiang*, ETUDES DU CERI, Octobre 2004.
- BESSON Frédérique Jeanne, *Les Ouïghours hors du Turkestan oriental : de l'exil à la formation d'une diaspora*, CEMOTI n°25.

ARTICLES DE REVUES EN ANGLAIS

- GLANEY Dru, *Constructing a contemporary Uighur national identity : transnationalism, islamicization, state representation*, CEMOTI, Mai 1992.
- RUDELSON Justin, *The Uighur in the future of Central Asia*, NATIONALITY PAPERS, Août 1994.
- WANG David, *Han migration and social change in Xinjiang*, ISSUES AND STUDIES – Institute of international relations, Juillet 1998.
- SREEDHAR, *China's problem and the Taliban factor*, AAKROSH, Janvier 2001.
- GARDEN Bovingdon, *The not so silent majority : Uighur resistance to the Han rule in Xinjiang*, MODERN CHINA, Janvier 2002.
- CHUNG Ghien-Peng, *China's war on terror : Sept 11 and Uighur separatism*, FOREIGN AFFAIRS, Juillet Août 2002.
- KHAFIDZOVA Klara, *Separation in China's Xinjiang Uighur autonomous region : dynamics and potential impact on Central Asia*, CENTRAL ASIA AND THE CAUCASUS, Février 2003.
- *Ethnic relations in Xinjiang: a survey of Uighur-Han relations in Urumqi*, JOURNAL OF CONTEMPORARY CHINA, Août 2003.
- FOGDEN Scott, *Writing insecurity: the PCR's push to modernize China and the politics of Uighur identity*, ISSUES AND STUDIES – Institute of international relations, Septembre 2003.
- ZHANG Xiaowei, *Ethnicity in multicultural Asia: theory and finding*, ASIAN ETHNICITY, Février 2005.
- HAIDER Ziad, *Sino Pakistan relations and Xinjiang's Uighur : politics, trade ; Islam along the Karaoram highway*, ASIAN SURVEY, Juillet-Août 2005.
- VICZIANY Marika, *State responses to Islamic terrorism in western China and their impact on South Asia*, CONTEMPORARY SOUTH ASIA, Juin 2003.

- CLARK William et KAMALOV Ablet, *Uighur migration across Central Asia frontiers*, CENTRAL ASIA SURVEY, Juin 2004.

INTERNET

- ISHAKOV Hegel et AKHMEDOVA Khadia, *Les migrations ouïghoures vers l'Asie centrale ex-soviétique*
- Armées.com, L'Asie chasse gardée de stratèges russes et chinois ?
- Thierry KELLNER, *La Chine et les républiques d'Asie Centrale : de la défiance au partenariat*
- Christian CONSTANTIN, *Le nouveau front occidental : tenants et aboutissants de la politique chinoise en Asie Centrale*, CEPES (Centre d'étude des politiques étrangères et de sécurité), par, N°9, Janvier 1999
- Minorités.org, *Ouïghours à la peine en Chine*, décembre 2003
- Indymedia.be, La situation de la minorité ouïghoure du Kazakhstan, 2000
- Question Chine.net, Dénonciation chinoise des « terroristes » ouïghours, Janvier 2004